

**Specimen of Switzerland's form of providing proof of sponsorship  
and/or private accommodation**





Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Représentation suisse / Autorité compétente en matière de migration / Organe de contrôle à la frontière

N° EVA 1  
N° EVA 2  
N° EVA 3  
N° EVA 4

Une assurance-voyage souscrite par le  
garant au nom du visiteur est exigée

☐ Oui ☐ Non

Timbre

## Déclaration de prise en charge

Veuillez lire attentivement les instructions. Utiliser un stylo à bille bleu ou noir et écrire en lettres majuscules.

### 1. Visiteurs (bénéficiaires de la garantie) A remplir par la (les) personne(s) invitée(s)

Nom :	1	2	3	4
Prénom(s) :	1	2	3	4
Date de naissance (Jour/mois/année) :	1	2	3	4
Nationalité(s) :	1	2	3	4
N° de passeport :	1	2	3	4
Rue, n° :	1	2	3	4
Lieu / Pays :	1	2	3	4

Durée prévue du séjour :

Combien de temps le visa devrait-il être valable ? (durée de validité) : mois :

### 2. Garant/e A remplir par la (les) personne(s) invitée(s) et à compléter et à signer par le/la garant/e

Nom :	Prénom :	Date de naissance :
Nationalité :	Livret pour étrangers :	<input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C
N° RCE ou SYMIC :		
Rue, n° :	NPA, Lieu :	

**Déclaration du/de la garant/e:** Je m'engage / Nous nous engageons à assumer, jusqu'à concurrence de 30 000 francs suisses, les frais de subsistance non couverts à charge des autorités compétentes de la Confédération, des cantons et des communes ou de fournisseurs privés de prestations médicales pendant le séjour des personnes mentionnées sous chiffre 1 (frais d'accident, de maladie et de retour compris). La déclaration de prise en charge est irrévocable. J'accepte/nous acceptons les autres conditions exposées au verso de ce formulaire.

Le/la garant/e :	Lieu :	Date :	Signature :
L'épouse/l'époux :	Lieu :	Date :	Signature :

### 3. Préavis du service cantonal ou communal compétent

Le service compétent déclare qu'à son avis, le/la garant/e est à même de respecter ses engagements financiers:

☐ Oui ☐ Non

Si une assurance-voyage souscrite par le garant au nom du demandeur de visa est exigée (cf. rubrique en haut à droite), le service compétent déclare que cette assurance-voyage est adéquate au sens de l'art. 10, al. 1 OEV:

☐ Oui ☐ Non

Observations:

Signature et timbre :

La déclaration de prise en charge n'est valable que si elle est munie du timbre officiel et de la signature du service cantonal ou communal compétent !

Ce formulaire est remis gratuitement par les représentations suisses à l'étranger et les organes de contrôle à la frontière.



#### 4. Etendue de la déclaration de prise en charge et indications importantes

- Pour contrôler les conditions d'entrée et les modalités du séjour de l'étranger, les autorités compétentes en matière d'autorisation peuvent exiger la présentation d'une **déclaration de prise en charge signée par une personne physique ou morale solvable en Suisse (ci-après le garant)**. Peuvent se porter garants des ressortissants suisses ou de la Principauté de Liechtenstein résidant dans ces deux Etats, ainsi que des **étrangers titulaires d'une autorisation de séjour (art. 33 LEtr) ou d'établissement (art. 34 LEtr) valable**.
- Le garant s'engage pour un maximum de dix personnes entrant conjointement en Suisse et quittant le pays ensemble (art. 8, al. 5, OEV).
- En signant cette déclaration de prise en charge, le garant s'engage à assumer les frais non couverts à charge de la collectivité ou de fournisseurs privés de prestations médicales pendant le séjour de l'étranger, soit les frais de subsistance, frais de maladie et d'accident compris, ainsi que les frais de retour (art. 8, al. 1, OEV), au sens d'une reconnaissance de dette irrévocable fixée à 30 000 francs.
- La prise en charge commence à la date de l'octroi du visa et prend fin lorsque l'étranger quitte la Suisse, mais au plus tard douze mois après son entrée. Le remboursement des frais non couverts survenus durant cette période peut être exigé pendant cinq ans à compter de la naissance de ces frais (art. 8, al. 3 et 4 OEV).
- En vue de vérifier l'identité et les informations données, les autorités compétentes peuvent exiger notamment les documents suivants :
  - pièces d'identité et livrets pour étrangers ;
  - extraits du registre des poursuites pour dettes et faillites ;
  - décomptes du salaire ;
  - justificatifs bancaires ;
  - taxations fiscales.
- Le garant prend acte du fait que les autorités compétentes peuvent consulter les registres des poursuites et des impôts et se renseigner auprès des autorités de police (art. 9 OEV).
- Un préavis positif des autorités cantonales concernant la déclaration de prise en charge ne confère aucun droit à la délivrance d'un visa.
- Aucune voie de recours n'existe suite à un préavis négatif des autorités cantonales compétentes concernant la présente déclaration de prise en charge. Seul le refus formel de délivrer un visa par l'Office fédéral des migrations est susceptible de recours (art. 54, al. 1 OEV). En cas de refus (art. 12, al. 2 OEV) ou de révocation d'un visa (art. 19 OEV), l'Office fédéral des migrations, Quellenweg 6, CH-3003 Berne-Wabern, rend, à la demande du requérant, une décision soumise au prélèvement d'un émolument. Ledit office n'entrera en matière qu'après avoir perçu une avance de frais.
- Lorsqu'un étranger n'est pas soumis à l'obligation du visa et qu'il ne provient pas d'Etats membres de l'AELE ou de l'UE, une déclaration de prise en charge peut être exigée par les autorités à la frontière (art. 7, al. 2, OEV). La prise en charge est alors valable pendant douze mois (art. 7, al. 2, OEV par analogie).

#### 5. Indications concernant l'assurance-voyage

- Indépendamment de la procédure de prise en charge, le demandeur de visa doit prouver qu'il est titulaire d'une assurance-voyage adéquate et valide (art. 10, al. 1 OEV). La représentation renonce à exiger l'assurance-voyage lorsque l'hôte ou le garant en Suisse a souscrit une telle assurance au nom du demandeur de visa.
- L'assurance doit couvrir les éventuels frais de rapatriement pour raisons médicales, de soins médicaux d'urgence et/ou de soins hospitaliers urgents. La couverture minimale de ces frais doit être de 30'000 €.

#### 6. Transmission des données personnelles à des tiers

- En connaissance de cause, je consens à ce que les données personnelles me concernant qui figurent dans le présent formulaire de déclaration de prise en charge soient communiquées aux tiers auxquels les prestations dues par le titulaire du visa n'ont pas été remboursées. La déclaration de prise en charge englobe les frais non couverts à la charge de la collectivité ou de fournisseurs privés de prestations médicales pendant le séjour de l'étranger, soit les frais de subsistance, frais de maladie et d'accident compris, ainsi que les frais de retour (article 8, al. 1 OEV). Le terme de tiers comprend, entre autres, les autorités fédérales, cantonales ou communales, les institutions de droit public, et les fournisseurs privés de prestations.

**Le formulaire signé sera envoyé en vue d'un contrôle aux autorités cantonales ou communales compétentes en matière de migration. La représentation suisse sera informée du résultat de ce contrôle. Pour tout renseignement supplémentaire, prière de s'adresser aux autorités cantonales compétentes en matière de migration ou à l'Office fédéral des migrations (ODM).**





Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Schweizerische Vertretung / Migrationsbehörde / Grenzposten

N° EVA 1  
N° EVA 2  
N° EVA 3  
N° EVA 4

Eine durch den Garanten im Namen  
des Besuchers abgeschlossene  
Reiseversicherung wird verlangt  
☐ Ja ☐ Nein

Stempel

## Verpflichtungserklärung

Bitte Hinweise auf der folgenden Seite lesen. Bitte blauen oder schwarzen Kugelschreiber verwenden und in **Blockschrift** ausfüllen.

1. Besucher/in (Garantienehmer/in)		Durch die eingeladene(n) Personen auszufüllen		
Name:	1	2	3	4
Vorname(n):	1	2	3	4
Geburtsdatum: (Tag/Monat/Jahr)	1	2	3	4
Nationalität(en):	1	2	3	4
Pass-Nr.:	1	2	3	4
Strasse, Nr.:	1	2	3	4
Wohnort/Land:	1	2	3	4

Dauer des geplanten Aufenthalts:

Wie lange soll das Visum gültig sein? (Benutzungsdauer):

Monat(e):

2. Garant/in		Durch die eingeladene(n) Personen auszufüllen und durch den/die Garant/in zu ergänzen	
Name:	Vorname:	Geburtsdatum:	
Nationalität(en):	Ausländerausweis:	<input type="checkbox"/> B	<input type="checkbox"/> C
ZAR- oder ZEMIS-Nr.:			
Strasse, Nr.:		PLZ, Ort:	

**Erklärung des/der Garanten/in:** Ich verpflichte mich / Wir verpflichten uns unwiderruflich, bis zu einem Betrag von 30'000 Schweizer Franken sämtliche ungedeckten Kosten für den Lebensunterhalt (einschliesslich Unfall, Krankheit und Rückreise) zu übernehmen, die den zuständigen Behörden des Bundes, der Kantone oder der Gemeinden sowie privaten Erbringern von medizinischen Dienstleistungen durch den Aufenthalt der oben unter Ziffer 1 aufgeführten Personen entstehen. Ich bin / Wir sind mit den auf der folgenden Seite dieses Formulars aufgeführten weiteren Bedingungen einverstanden.

Die Garantin/Der Garant:	PLZ, Ort:	Datum:	Unterschrift:
Ehegattin/Ehegatte:	PLZ, Ort:	Datum:	Unterschrift:

3. Stellungnahme der zuständigen kantonalen oder kommunalen Amtsstelle	
Die zuständige Amtsstelle erklärt, dass nach ihrer Einschätzung der/die Garant/in in der Lage ist, den eingegangenen finanziellen Verpflichtungen nachzukommen:	
<input type="checkbox"/> Ja	<input type="checkbox"/> Nein
Für den Fall, dass der Abschluss einer Reiseversicherung, unterzeichnet durch den Garanten, lautend auf den Namen der gesuchstellenden Person vorliegt (s. Rubrik oben rechts): zuständige Behörde erklärt, dass die Reiseversicherung i. S. v. Art. 10 Abs. VEV zweckmässig ist:	
<input type="checkbox"/> Ja	<input type="checkbox"/> Nein
Bemerkungen:	

Unterschrift und Stempel:

Die Verpflichtungserklärung ist nur gültig mit Amtsstempel und Unterschrift der zuständigen kantonalen oder kommunalen Amtsstelle!

Dieses Formular wird von den Schweizerischen Auslandsvertretungen und den Grenzposten kostenlos abgegeben.



#### 4. Umfang der Verpflichtung und wichtige Hinweise

- Die für die Visumerteilung zuständige Behörde kann zur Kontrolle der Einreisevoraussetzungen und der Aufenthaltsumstände einer Ausländerin oder eines Ausländers die unterzeichnete Verpflichtungserklärung einer solventen natürlichen oder im Handelsregister eingetragenen juristischen Person (Garantin) in der Schweiz verlangen. Diese Verpflichtung kann nur von Schweizerbürgerinnen und -bürgern oder des Fürstentums Liechtenstein, welche in einem der beiden Staaten wohnen oder Ausländerinnen und Ausländern mit einer gültigen Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung abgegeben werden (Art. 33 und 34 AuG).
- Der Garant bzw. die Garantin kann sich pro Verpflichtungserklärung für höchstens zehn gemeinsam ein- und ausreisende Personen verpflichten. (Art. 8 Abs. 5 VEV).
- Mit Unterzeichnung dieser Erklärung verpflichtet sich der Garant oder die Garantin, im Sinn einer unwiderruflichen Schuldanererkennung bis zu einem Betrag von 30 000 Franken sämtliche ungedeckten Kosten für den Lebensunterhalt, einschliesslich Unfall und Krankheit, sowie die Rückreise zu übernehmen, die dem Gemeinwesen oder privaten Erbringern von medizinischen Dienstleistungen durch den Aufenthalt der Ausländerin oder des Ausländers entstehen (Art. 8 Abs. 1 VEV).
- Die Verpflichtung wird mit dem Datum der Visaumstellung wirksam und endet mit der Ausreise der Ausländerin oder des Ausländers aus der Schweiz, jedoch spätestens 12 Monate nach der Einreise. Die in diesem Zeitraum entstandenen ungedeckten Kosten können während fünf Jahren nach ihrer Entstehung geltend gemacht werden (Art. 8 Abs. 3 et 4 VEV).
- Die zuständigen Behörden können zur Identitätsprüfung und zur Überprüfung der Angaben insbesondere die folgenden Unterlagen verlangen:
  - Identitäts- und Ausländerausweise,
  - Auszüge aus dem Betreibungs- und Konkursregister,
  - Lohnabrechnungen,
  - Bankkontoauszüge,
  - Steuereinschätzung.
- Der Garant bzw. die Garantin ermächtigt die zuständigen Behörden, bei den Betreibungs- und Steuerregistern sowie bei Polizeibehörden sachdienliche Auskünfte einzuholen (Art. 9 VEV).
- Eine positive Stellungnahme der kantonalen Behörden zur Verpflichtungserklärung verleiht keinen Anspruch auf die Visumerteilung.
- Gegen eine negative Stellungnahme der zuständigen kantonalen Behörden zu dieser Verpflichtungserklärung kann keine Beschwerde erhoben werden. Nur gegen die formelle Visumverweigerung des Bundesamts für Migration besteht eine Beschwerdemöglichkeit (Art. 54 Abs. 1 VEV). Wird ein Visum verweigert (Art. 12 Abs. 2 VEV) oder aufgehoben oder widerrufen (Art. 19 VEV), so erlässt das Bundesamt für Migration, Quellenweg 6, CH-3003 Bern-Wabern, auf Verlangen der Antragstellerin oder des Antragstellers eine gebührenpflichtige Verfügung. Auf das Begehren wird erst nach Leistung eines Kostenvorschusses eingetreten.
- Bei nicht visumpflichtigen Ausländerinnen und Ausländern, die nicht aus Staaten der EFTA oder der EU stammen, können die Grenzbehörden eine Verpflichtungserklärung verlangen (Art. 7 Abs. 2 VEV). Die Verpflichtung gilt dann für zwölf Monate (in Analogie zu Art. 7 Abs. 2 VEV).

#### 5. Hinweise zur Reiseversicherung

- Unabhängig vom Verfahren der Verpflichtungserklärung, muss die visumgesuchstellende Person nachweisen, dass sie Inhaberin einer zweckmässigen und gültigen Reiseversicherung ist (Art. 10 Abs. 1 VEV). Die Vertretung verzichtet auf den Abschluss einer Reiseversicherung, wenn die gastgebende Person oder der Garant in der Schweiz eine Reiseversicherung im Namen der gesuchstellenden Person unterzeichnet hat.
- Die Reiseversicherung muss allfällige Kosten einer Zurückverbringung ins Herkunftsland aus medizinischen Gründen, die Kosten einer medizinischen Behandlung oder dringender Spitalbehandlungen decken. Die Minimaldeckung dieser Kosten ist € 30'000.00

#### 6. Weitergabe von persönlichen Daten an Dritte

- In Kenntnis der Sachlage willige ich ein, dass Daten, welche ich in der Verpflichtungserklärung über meine Person angegeben habe, an Dritte weitergegeben werden dürfen. Es handelt sich dabei um Dritte, denen der Visuminhaber nicht erstattete Beträge schuldet. Die Verpflichtungserklärung umfasst nicht gedeckte Kosten, welche der Öffentlichkeit oder privaten Leistungserbringern während des Aufenthalts des Visuminhabers anfallen. Darunter fallen Unterhaltskosten inklusive Kosten für Krankheit oder Unfall sowie die Kosten für die Rückkehr (Art. 8 Abs. 1 VEV). Der Begriff "Dritte" beinhaltet unter anderem die Behörden von Bund, Kantonen und Gemeinden, Institutionen des öffentlichen Rechts und private Leistungserbringer.

Das unterzeichnete Formular ist zur Kontrolle an die zuständige kantonale oder kommunale Migrationsbehörde weiterzuleiten. Die schweizerische Vertretung wird über das Ergebnis der Kontrolle orientiert. Auskünfte erteilen die kantonalen Migrationsbehörden und das Bundesamt für Migration (BFM).







Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Rappresentanza di Svizzera / Autorità competente in materia di stranieri / Posto di confine

N. EVA 1  
N. EVA 2  
N. EVA 3  
N. EVA 4

Un'assicurazione di viaggio conclusa  
dal garante a nome del visitatore è  
richiesta  
☐ **Sì** ☐ **No**

Timbro

## Dichiarazione di garanzia

Pregasi di leggere dapprima le istruzioni sul retro e di completare il modulo in stampatello servendosi di una penna a sfera blu o nera. Il modulo va completato in francese, tedesco o italiano.

### 1. Visitatore (beneficiario della garanzia) Questa parte dev'essere compilata dalla(e) persona(e) invitata(e)

Cognome(i):	1	2	3	4
Nome(i):	1	2	3	4
Data di nascita (Giorno/mese/anno):	1	2	3	4
Nazionalità:	1	2	3	4
N° del passaporto:	1	2	3	4
Via, n°:	1	2	3	4
Luogo di residenza / Paese:	1	2	3	4

Durata prevista del soggiorno:

Quale durata di validità deve avere il visto? (periodo di validità):

Mese(i):

### 2. Garante Questa parte d'essere compilata dalla(e) persona(e) invitata(e) nonché completata e firmata dal garante

Cognome:	Nome:	Data di nascita:
Nazionalità:	Carta di soggiorno:	<input type="checkbox"/> B <input type="checkbox"/> C
N° RCS o SIMIC:		
Via, n°:	NAP, Luogo:	

**Dichiarazione del garante:** Io sottoscritto (noi sottoscritti) mi impegno (ci impegniamo) irrevocabilmente a rimborsare fino ad un importo di 30 000 franchi svizzeri le spese scoperte per il sostentamento (inclusi infortunio e malattia, nonché per il rimpatrio) occasionate alle competenti autorità federali, cantonali o comunali nonché a fornitori privati di prestazioni mediche dal soggiorno delle persone elencate alla cifra 1. Accetto (accettiamo) inoltre le ulteriori condizioni elencate alla pagina seguente del presente modulo.

Il garante:	Luogo:	Data:	Firma:
Il coniuge:	Luogo:	Data:	Firma:

### 3. Preavviso dell'ufficio cantonale o comunale competente. Questa parte dev'essere compilata dall'ufficio

L'ufficio cantonale competente dichiara che, a suo giudizio, il garante è in grado di adempiere agli obblighi finanziari assunti:

☐ **Sì** ☐ **No**

Qualora il garante ha concluso un'assicurazione di viaggio a nome del richiedente (cfr. rubrica in alto a destra): la competente autorità dichiara che l'assicurazione di viaggio è adeguata ai sensi dell'articolo 10 capoverso 1 OEV:

☐ **Sì** ☐ **No**

Osservazioni:

Firma e timbro:



N. EVA 1  
N. EVA 2  
N. EVA 3  
N. EVA 4

Un'assicurazione di viaggio conclusa  
dal garante a nome del visitatore è  
richiesta  
☐ Sì ☐ No

Timbro

#### 4. Portata della dichiarazione di garanzia e indicazioni importanti

- Per il controllo delle condizioni d'entrata e delle circostanze del soggiorno di uno straniero, l'autorità competente per il rilascio del visto può richiedere la dichiarazione di garanzia firmata da una persona solvibile fisica o giuridica iscritta nel registro di commercio (garante) in Svizzera. Possono prestare garanzia unicamente i cittadini svizzeri o del Principato del Liechtenstein che risiedono in uno dei due Stati o gli stranieri titolari di un permesso di dimora o di domicilio valido (art. 33 e 34 LStr).
- Per ogni dichiarazione di garanzia, il garante può impegnarsi per un massimo di 10 persone che entrano o escono in gruppo (art. 8 cpv. 5 OEV).
- Firmando tale dichiarazione di garanzia, il garante si impegna irrevocabilmente, a mo' di riconoscimento di debito, a rimborsare fino ad un importo di 30 000 franchi le spese scoperte per il sostentamento, inclusi l'infortunio e la malattia, nonché per il rimpatrio, occasionate alla comunità o a fornitori privati di prestazioni mediche dal soggiorno dello straniero (art. 8 cpv. 1 OEV).
- L'obbligo ha effetto a partire dalla data di rilascio del visto e si estingue con la partenza dello straniero dalla Svizzera, al più tardi però 12 mesi dopo l'entrata. Le spese scoperte occasionate durante tale periodo possono essere fatte valere per i cinque anni successivi al loro insorgere (art. 8 cpv. 3 e 4 OEV).
- Per accertare l'identità e verificare i dati forniti, le autorità competenti possono esigere segnatamente i seguenti attestati:
  - documenti d'identità e carte di soggiorno;
  - estratti del casellario giudiziale e dell'ufficio delle esecuzioni;
  - conteggio del salario;
  - estratti dei conti in banca;
  - estimazione dell'imponibile.
- Il garante autorizza le autorità competenti a raccogliere pertinenti informazioni presso i registri d'esecuzione e fiscali nonché presso le autorità di polizia (art. 9 OEV).
- Un preavviso favorevole delle autorità cantonali concernente la dichiarazione di garanzia non conferisce il diritto al rilascio del visto.
- Il preavviso negativo della competente autorità cantonale concernente la dichiarazione di garanzia non è impugnabile. La via del ricorso è aperta unicamente contro il rifiuto formale del visto da parte dell'Ufficio federale della migrazione (art. 54 cpv. 1 OEV). In caso di rifiuto (art. 12 cpv. 2 OEV), revoca o annullamento del visto (art. 19 OEV), l'Ufficio federale della migrazione, Quellenweg 6, CH-3003 Berna-Wabern rilascia, su domanda del richiedente, una decisione formale soggetta a tassa. Si entra nel merito solo dopo il versamento di un anticipo sulle spese.
- Nel caso di stranieri non soggiacenti all'obbligo del visto e che non provengono da Stati dell'AELE o dell'UE, gli organi di controllo alla frontiera possono richiedere la dichiarazione di garanzia (art. 7 cpv. 2 OEV). L'obbligo finanziario di tale dichiarazione di garanzia vige per 12 mesi (per analogia all'art. 7 cpv. 2 OEV).

#### 5. Indicazioni relative all'assicurazione di viaggio

- A prescindere dalla procedura di dichiarazione di garanzia, la persona che richiede il visto deve dimostrare di essere titolare di un'assicurazione di viaggio adeguata e valida (art. 10 cpv. 1 OEV). La rappresentanza rinuncia a esigere la conclusione di un'assicurazione di viaggio se l'ospite o il garante in Svizzera ha già concluso un'assicurazione di viaggio a nome del richiedente.
- L'assicurazione di viaggio deve coprire eventuali spese di rimpatrio per motivi medici, di soccorso medico o di cure ospedaliere d'emergenza. La copertura minima è di 30 000 euro.

#### 6. Comunicazione di dati personali a terzi

- Conoscendo appieno lo stato delle cose, acconsento a che i dati personali che mi concernono, figuranti nel presente modulo di dichiarazione di garanzia, siano comunicati ai terzi cui le prestazioni dovute dal titolare del visto non sono state rimborsate. La dichiarazione di garanzia copre le spese per il sostentamento e il ritorno, comprese quelle per infortunio e malattia, che il visitatore o lo straniero occasiona alla comunità o ai fornitori privati di prestazioni mediche (art. 8 cpv. 1 OEV). Per terzi si intendono tra gli altri le autorità federali, cantonali o comunali, le istituzioni di diritto pubblico e i fornitori privati di prestazioni.

Il modulo firmato va inoltrato presso l'autorità cantonale o comunale competente in materia di stranieri per il controllo. La Rappresentanza all'estero è informata dell'esito del controllo. Le autorità cantonali competenti in materia di stranieri e l'Ufficio federale della migrazione (UFM) sono a vostra disposizione per eventuali informazioni supplementari.